

DIJON

Melrose Place, un nouveau salon d'esthétique



Audrey Plouviez ouvrira prochainement son salon esthétique, rue Monge. Photo LBP/Ch. T.

Vendredi 4 février, Audrey Plouviez, ouvrira son salon d'esthétique Melrose Place, à Dijon. Cette jeune femme de 35 ans, Parisienne de naissance et Dijonnaise d'adoption depuis huit ans, est maman de deux petites filles âgées de 8 et 4 ans. Forte d'une expérience de plusieurs années en esthétique, elle a décidé de concrétiser son projet professionnel suite au confinement.

Dans son salon, sous une ambiance lumineuse de style industriel, Audrey Plouviez y officiera en proposant toutes les prestations esthétiques et plus particulièrement le maquillage semi-perma-

nent et les soins du visage dans lesquels elle est spécialisée. « Après un diplôme de formation UV (ultraviolets), j'ai décidé d'installer trois cabines de bronzage visage et corps, nouvelle génération », précise également l'esthéticienne. Les travaux n'étant pas terminés, la gérante n'a pas souhaité communiquer son investissement.

Chantal THALLINGER (CLP)

Melrose Place - 73 rue Monge à Dijon - du mardi au samedi de 9 heures à 20 heures - Dimanche de 11 heures à 16 heures - Email : melroseplaceuv@gmail.com - Tél. : 06.67.02.93.28.

MARSANNAY-LA-CÔTE

La reprise à partir de ce vendredi des Z'ateliers Répar'Café

Participez gratuitement aux Z'ateliers Répar'Café vendredi 28 et samedi 29 janvier au Centre social Bachelard de Marsannay-la-Côte. Electroniciens et adeptes de la réparation en tout genre seront au rendez-vous pour diagnostiquer, avec vous, les pannes de vos appareils et tenter de les réparer.

INFO.- Les Z'ateliers Répar'Café : vendredi 28/01 de 17 h 30 à 20 heures et samedi 29/01 de 9 heures à 12 h 30, au Centre social Bachelard place Schweich-an-der-Mosel à Marsannay-la-Côte. Renseignements : 06.71.22.14.49.

SENNECEY-LÈS-DIJON

Des ateliers de sensibilisation pour la semaine olympique et paralympique

Judi 27 janvier, le maire de Sennecey-lès-Dijon Philippe Belleville accompagné d'élus et d'Anne-Gaëlle Maury-Duport la directrice de l'école élémentaire recevaient dans le cadre de la semaine olympique et paralympique, la rectrice Nathalie Albert-Moretti à l'école élémentaire Roland-Beleville.

Plusieurs ateliers étaient proposés par l'USEP de Côte-d'Or (Union sportive de l'enseignement du premier degré), notamment autour du handisport et du sport adapté mais aussi sur le développement durable.

Le maire a de fait rappelé : « la volonté de la commune de mettre l'enfant au cœur de l'activité physique et sportive ». Au programme du jour il



Une initiation au cécifoot avec les yeux bandés, un ballon à grelots) et un guide a notamment été proposée. Photo LBP/D. D.-S.

y avait : des ateliers Boccia, parathlétisme (parcours à l'aveugle relié à un élève gui-

DIJON

Il récidive cinq semaines après une condamnation pour violences



Le jeune à la barre a nié les faits qui lui ont été reprochés. Photo d'illustration LBP/Vincent LINDENEHER

Cinq semaines après une première condamnation pour violences, un prévenu bénéficiant d'un contrat « Jeune majeur » était de nouveau visé par une plainte pour des faits identiques que le tribunal de police lui imputait, mercredi, malgré ses dénégations.

Six mois après avoir été condamné, le 6 juillet, à soixante-dix heures de travail d'intérêt général par le tribunal pour enfants pour des violences aggravées, le prévenu de 21 ans était de nouveau devant la justice, mercredi 19 janvier, pour des violences.

À la barre du tribunal de police, le prévenu imposant par la taille, niait à la présidente Julie Lacour les faits qui lui étaient reprochés. « J'étais bien place Saint-Michel. Ils m'ont em-

barqué, mais je n'ai rien fait ». Son interpellation effective, vers 3 heures le 11 août, faisait suite à la plainte d'un piéton qui aurait reçu un coup de poing sans raison apparente, après avoir été sifflé place Saint-Michel.

Les deux amis accompagnant la victime l'auraient formellement reconnu sur tapissage. Le prévenu était alcoolisé, selon les policiers, sauf qu'à la barre, il le nie. « Je n'étais pas ivre ».

Une amende de 500 € dont 200 € avec sursis

Le procureur Thierry Bas s'est forgé son ultime conviction sur la reconnaissance formelle des deux témoins avant de requérir une amende de 500 € avec sursis. La victime, absente

à l'audience, n'avait pas sollicité de dommages et intérêts malgré les six jours d'incapacité temporaire totale de travail subis.

L'enquête de personnalité mettra en évidence un prévenu bénéficiant d'un contrat « Jeune majeur » destiné à faciliter l'insertion des jeunes qui avaient été confiés à l'aide sociale à l'enfance avant leur majorité.

Aujourd'hui, le prévenu bénéficiant d'un salaire de 1 850 € par mois, est employé comme chef d'équipe entretien. Le tribunal de police a statué sur la culpabilité du prévenu en lui infligeant 500 € d'amende, dont 200 € avec sursis.

Au prononcé de la peine, le prévenu, calme et poli, a quitté la barre : « Ça marche ». « Au revoir, merci ».

Alain GOULIER (CLP)



Un atelier curling/fauteuil était également au programme. Photo LBP/LBP/D. D.-S.

nings » sur la thématique du développement durable. Anne Gaëlle Maury-Duport a de son

côté indiqué que « les enfants bénéficient de 30 minutes d'activités physique par jour ».